

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2021)
Heft: 2325

Artikel: Credit Suisse fait des vagues : covid oblige, les assemblées générales du capitalisme se tiennent à distance : celle de Credit Suisse suscite jugements sévères et inquiétudes
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1014475>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

européens ne pourront plus faire primer la libre circulation sur la protection des salaires.

L'intensité des contrôles effectués par la Suisse sur les conditions de travail des travailleurs détachés déplaît à Bruxelles qui soupçonne une discrimination par rapport aux travailleurs résidents. Rien n'empêche Berne de renforcer les contrôles sur les entreprises n'employant pas de travailleurs détachés, de favoriser l'extension du champ d'application des conventions collectives aux secteurs confrontés à des pressions sur les salaires (commerce de détail, nettoyage notamment). *Foraus*, le forum de politique étrangère, a formulé dix propositions susceptibles d'améliorer ces contrôles et d'en supprimer le caractère discriminatoire.

Voilà du grain à moudre pour les syndicats qui pourraient ainsi sortir de leur opposition de principe. Car un échec de l'accord institutionnel

péjorerait à coup sûr les conditions de travail et le niveau des salaires que l'USS prétend sauvegarder. Le directeur d'*avenir suisse* développe clairement [le programme](#). Pour contrecarrer l'érosion des accords bilatéraux, inévitable si nos relations avec l'UE ne sont pas institutionnalisées, il rappelle que seules des réformes autonomes permettront à l'économie de s'en sortir: stimulation de la concurrence dans les branches de l'économie intérieure, déréglementation, redimensionnement du secteur public et relibéralisation du marché du travail. Un programme que ne renierait pas l'UDC. Dans ces conditions, le combat de l'USS contre l'accord institutionnel pourrait bien provoquer un effet boomerang.

Les deux autres points de friction - citoyenneté européenne et aides publiques - ne sont de loin pas insurmontables. À suivre.

Credit Suisse fait des vagues

Covid oblige, les assemblées générales du capitalisme se tiennent à distance. Celle de Credit Suisse suscite jugements sévères et inquiétudes

Yvette Jaggi - 04 mai 2021 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/38882>

Le 28 février 2020 à 10 heures, s'ouvrait la dernière grande assemblée d'actionnaires - celle de Novartis en l'occurrence - avant l'interdiction des grands rassemblements, le jour même à 14 heures, pour cause de pandémie ([DP 2276](#)). Ce printemps, deux ou trois vagues plus tard, la saison des grand-messes du capitalisme suisse est à nouveau perturbée. Mais l'habitude est désormais prise de renoncer aux séances en présentiel, remplacées par des réunions virtualisées.

Tout le monde gagne du temps en déplacements et séances. En prime, les organisateurs évitent les interventions contestataires. De quoi arranger, par exemple, les dirigeants de Credit Suisse qui ont tenu, vendredi 30 avril dernier, une assemblée en version expresse et simplifiée.

Plus d'un milliard de voix et X scrutins

En à peine plus d'une heure, en présence de zéro actionnaire et d'un représentant indépendant disposant de 1 milliard 395 695 212 de voix, se sont tenus X scrutins, dont trois à propos des comptes de l'an dernier ainsi que sur l'affectation du bénéfice.

L'assemblée virtuelle a procédé à 18 (ré)élections individuelles, dont celle du nouveau président du Conseil d'administration, et à trois élections d'instances de révision et de représentation. En outre, la rémunération des membres du Conseil d'administration a été convenue et celle de la direction a été fixée pour l'année en cours.

Aucun imprévu, sauf le retrait en dernière minute de l'administrateur Andreas Gottschling, président du comité des risques et, à ce titre, responsable des engagements dans les dossiers Greensill et Artegos. On sait que ce dernier a rapporté 16 petits millions en 2020 et déjà coûté [4,4 milliards](#) au premier trimestre, auxquels s'ajouteront 600 millions, d'ici fin juin.

Quant au départ du président Urs Rohner, après dix ans de service, il était certes annoncé. Toutefois, il laisse à son successeur Antonio Horta-Osario un héritage dévalorisé, décrit en termes implacables par Lukas Hässig, le célèbre commentateur en chef d'[Inside Paradeplatz](#).

Plus mesurés dans les termes, mais aussi sévères quant au fond, les analystes financiers s'accordent à juger que Credit Suisse s'est aventuré sur un terrain trop risqué pour sa taille, celui de la [gestion alternative](#). Laquelle comprend les fameux *hedge funds*, ces fonds qui n'hésitent pas à emprunter pour financer leurs placements. Il faut avoir les reins solides pour travailler ainsi. Afin de faire face à ses engagements, Credit Suisse a dû rassembler 1,4 milliard de francs de capital supplémentaire.

Gouvernance en question, «eaux plus calmes» pour réponse

Au cours de la [décennie Rohner](#), Credit Suisse a fait un bénéfice cumulé de 8,1 milliards de francs. Une somme que J.P. Morgan, la plus grande banque du monde, a gagnée au cours du seul dernier trimestre. Comparaison plus helvétiquement modeste: de 2011 à 2020, Credit Suisse a connu trois exercices plus ou moins lourdement déficitaires (2015, 2016 et 2017),

alors que la Banque cantonale de Zurich réalisait régulièrement un bénéfice de l'ordre de 800 millions de francs par an.

En sa qualité d'actionnaire et de représentante des caisses de pension, la [Fondation Ethos](#) suit de près les affaires de Credit Suisse. Et s'inquiète: les «*deux scandales financiers de grande ampleur soulèvent des questions sur la gouvernance de la banque et sa gestion des risques*». Ethos n'a pas reçu de réponse à plusieurs questions écrites envoyées peu avant l'assemblée du 30 avril.

Ce manque de réaction ne fait que nourrir la méfiance à l'égard des assemblées virtuelles, jugées contraires à l'[article 697](#) du Code des obligations. Reste à savoir si cette incompatibilité vaut aussi dans le cas d'exception d'une interdiction générale et momentanée des séances présentes, pour cause de Covid-19 par exemple.

De toute façon, la démarche d'Ethos et ses éventuelles suites juridiques ne contrediront pas l'optimisme de commande exprimé par le directeur général [Thomas Gottstein](#) en conclusion de son discours aux actionnaires postés devant l'écran. «*Mesdames et Messieurs, le Credit Suisse est, et reste, une formidable institution. Malgré les plus grandes crises et nos propres défis, nous travaillons avec succès depuis 165 ans. [...] Je suis moi-même critique à propos des événements récents. [...] Mon rôle - d'entente avec le nouveau président du Conseil d'administration, avec tout le Conseil ainsi qu'avec mes collègues de la direction - est de conduire le Credit Suisse vers des eaux plus calmes.*»